



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 322 du 18 février 2024

Au sommaire :

- La « *désmicardisation* » sera l'œuvre de la lutte contre le profit et l'inflation, pour l'augmentation et l'échelle mobile des salaires ! - *Laurent Delage*
- « *Le rideau de fer* » de Darmanin à Mayotte, quand l'État prend la population au piège de sa politique pour dresser les uns contre les autres - *Christine Héraud*
- L'absurde et folle concentration du capital ou les nouvelles technologies au service de l'exploitation et de l'appropriation de la plus-value mondialisée entre quelques mains - *Daniel Minvielle*

La « *désmicardisation* » sera l'œuvre de la lutte contre le profit et l'inflation, pour l'augmentation et l'échelle mobile des salaires !

La grève légitime des contrôleurs de la SNCF pour leurs salaires et ceux des cheminots a provoqué une indignation pour le moins « *honteuse* » de tous les trop payés de ce pays, les serviteurs zélés, politiciens ou journalistes aux ordres des patrons du CAC40 qui se votent, eux, régulièrement, de substantielles hausses pour des salaires mirobolants !

Attal, jeune promu empressé de faire ses preuves, reprend tous les lieux communs, les poncifs réactionnaires pour faire la leçon, « *la grève est un droit, le travail un devoir* » ! Et tous s'empressent pour remettre en cause le droit de grève... A commencer par les sénateurs qui veulent interdire les grèves dans les transports durant les vacances scolaires, les mêmes qui viennent de se voter une augmentation de 700 € net par mois de leurs frais de mandat !

Pourtant, le même Attal lors de son discours de politique générale avait déclaré, tout à son délire verbal : « *J'assume de le dire, il faut désmicardiser la France* »... Les cheminots et toutes celles et ceux qui engagent la lutte pour les salaires à l'occasion des NAO auraient-ils mal compris le Premier ministre ? En réalité, tout le monde voit bien qu'il se prépare à une offensive contre le SMIC qui augmente bien trop vite au goût du patronat. Le député Renaissance Ferracci, qui travaille à la loi Macron II sur la croissance, a commencé à lancer l'idée de la désindexation du SMIC sur l'inflation : « *Il faut que l'on débattre d'une autre manière de déterminer le Smic, dans laquelle les partenaires sociaux joueraient un rôle* ». Pas question pour ce monde de privilégiés de rattraper le retard pris par les salaires et de les indexer sur le coût de la vie !

Ils se payent notre tête, agressent, remettent en cause le droit de grève, répriment les militant·es, il est clair

que la lutte pour les salaires et pour imposer l'échelle mobile, leur indexation sur l'inflation, ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes alors que les profits explosent.

Une paupérisation de l'ensemble du monde du travail

Dans le privé, la proportion de salariés payés au SMIC est passée de 12 % à 17,3 % entre 2021 et 2023. A écouter les experts sur les plateaux des médias, rien de grave là-dedans, ce ne sont pas les salaires qui ont baissé, mais cette situation crée un « *sentiment de déclassement* »... Foutaises, il s'agit bien d'un recul global des salaires réels qui rend la situation intenable pour une très grande majorité de travailleur.es !

En réalité, sur 2022 et 2023, les prix ont augmenté de 2,5 % de plus que les salaires moyens du privé. D'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le pouvoir d'achat moyen, qui masque l'appauvrissement réel d'une grande partie de la population, n'a évolué que de 10 € par an entre 2021 et 2023. Une stagnation due essentiellement à la faible revalorisation des salaires, 6 fois inférieure à celle des revenus du patrimoine (actions, obligations, immobilier) !

Et la situation continue de se détériorer. Dans les entreprises, le patronat reprend à son compte les déclarations du gouvernement sur la « *désinflation* » pour justifier les augmentations au rabais. D'après le cabinet Secafi, les enveloppes consacrées aux salaires en 2024 n'augmentent que de 3,5 % en moyenne, un net recul par rapport aux 4,6 % de 2023 !

Un recul considérable alors que les prix continuent de s'envoler : 10 % sur les factures EDF, doublement des

franchises médicales, augmentations des mutuelles, des dépenses de santé, de l'alimentaire.

... Et encore des records pour le CAC40

Cet appauvrissement du monde du travail est le produit d'un gigantesque transfert de richesses, qui part de la poche des travailleurs vers les profits du CAC40. L'inflation n'est pas due aux salaires, mais bien aux marges records qu'imposent les grands groupes capitalistes à toute la société.

Les bénéfices nets cumulés des 25 plus grandes entreprises françaises du CAC40 ont ainsi déjà dépassé les 120 milliards d'euros pour 2023. Pour la 3^{ème} année consécutive, les bénéfices du CAC40 dépassent les 100 milliards d'euros : + 7 % pour le secteur du luxe, + 14 % pour les banques et en haut du podium, 18,6 milliards pour Stellantis et presque 20 milliards pour TotalEnergies !

La colère et les grèves se multiplient sans plan de bataille

Les cheminots font la une, mais ils ne sont pas seuls. Des grèves éclatent un peu partout lors des NAO, face aux ridicules mesures salariales annoncées par les patrons. Dans le groupe Safran, qui regroupe 42 000 salariés, des grèves et des débrayages ont lieu depuis l'annonce de + 1,6 % d'augmentation par la direction... Le bénéfice net de Safran a bondi de 72 % en 2023 ! A la Poste, des débrayages locaux ont été suivis d'un appel national le 15 février lors des NAO. Mais il y a aussi grève nationale à Alstom, grève avec blocage des entrepôts Lacoste à Troyes, grève à Ubisoft, le « *fleuron* » du jeu informatique en France, où 500 salariés se sont mobilisés cette semaine pour exiger leur dû alors que l'action du groupe vient d'augmenter de 20 % !

Un mécontentement qui s'exprime sans plan de bataille, entreprise par entreprise. Les directions des grandes centrales syndicales restent d'une passivité totale, à l'image de la CGT qui appelle « *à multiplier les grèves pour gagner des augmentations de salaires* », en renvoyant chaque militant négocier dans le cadre de son entreprise.

Depuis décembre, l'intersyndicale s'est mise en sommeil, sans même annoncer une date de grève interprofessionnelle pour rassembler les salarié.es, formuler une politique et des exigences communes sur les salaires. Seule l'intersyndicale de la Fonction publique appelle le 19 mars, sans même faire le pont entre les secteurs publics et privés.

Une telle politique laisse les militants et les travailleurs isolés, en particulier face à la répression alors que le pou-

voir cherche à faire payer les blocages et les coupures de courant après le mouvement des retraites. Près d'un millier de syndicalistes de la CGT font ainsi l'objet de poursuites en justice et Sophie Binet réclame à Attal « *solennellement* » une « *table ronde* » pour « *faire le point sur les procédures en cours* » ! C'est une tout autre solidarité qu'il s'agit de défendre, contre les institutions et cette justice de classe, une solidarité de la lutte qui fasse le lien entre tous ceux, jeunes ou travailleur.es, qui résistent face au système.

L'inertie des directions syndicales, l'absence d'un plan de lutte de l'ensemble du monde du travail laissent les luttes isolées et aussi la place aux réflexes corporatistes. La grève des contrôleurs, animée par leur collectif sur les réseaux sociaux, exprime cette volonté d'en découdre alors que les syndicats restent l'arme au pied. Elle est de fait un moteur pour l'extension de la lutte à toutes les catégories mais a besoin d'une politique qui rompe avec les raisonnements catégoriels pour, par-dessus la tête des directions syndicales, s'adresser à l'ensemble des travailleur.es pour construire un mouvement d'ensemble à la hauteur de la colère.

Une politique et un programme pour changer le rapport de force

Face aux nantis, au patronat, au pouvoir et à leur campagne haineuse contre tous ceux qui veulent se battre, il s'agit d'opposer notre solidarité de classe et de tisser des liens entre toutes ces luttes autour de l'idée que la solidarité et l'union renforcent chacune d'entre elles.

La question des salaires est une question politique, un rapport de force global entre le capital et le travail. A l'inverse de la politique des directions syndicales qui renvoient les travailleur.es à ce théâtre d'ombres des négociations, engluées qu'elles sont dans le « *dialogue social* » et leur rôle de « *partenaires sociaux* ».

Le capital utilise la hausse des prix, l'inflation pour prendre dans la poche de toute la population pour gonfler les profits. L'objectif est bien d'inverser le rapport de force en prenant en main l'organisation de la solidarité et en cherchant à étendre les luttes.

La bataille pour exiger un rattrapage de 400 € pour tous les salaires et leur indexation sur les prix s'engage. C'est une bataille politique pour gagner l'opinion, ne pas nous laisser diviser par les démagogues au pouvoir, rassembler la colère de toutes celles et ceux qui souffrent de la vie chère et de la détérioration des conditions de vie du monde du travail.

Laurent Delage

« Le rideau de fer » de Darmanin à Mayotte, quand l'État prend la population au piège de sa politique pour dresser les uns contre les autres

Dimanche 11 février, Darmanin annonçait depuis l'archipel « *une décision radicale : l'inscription de la fin du droit du sol à Mayotte* », alors que son économie, son

administration et ses services publics étaient bloqués depuis trois semaines par des manifestations et des blocages de routes organisés par un « *collectif des forces*

vives » contre l'« *insécurité, la délinquance et l'immigration* ». Il répond aux revendications xénophobes de politiciens et notables locaux qui font des immigrés les responsables de tout ce dont souffre la population de ce département « français » que l'Etat maintient dans le plus grand dénuement, avec ses bidonvilles, ses services publics délabrés, sa pénurie récurrente d'eau potable.

Darmanin a annoncé un statut d'exception avec la fin du droit du sol, le durcissement des conditions du regroupement familial qui va « *diviser [leur] nombre par cinq* » et un « *rideau de fer dans l'eau* » contre « *l'arrivée massive des clandestins* », qui vont fabriquer encore plus de sans-papiers sans apporter de réponses à la colère sociale, au drame du sous-développement de Mayotte.

« *L'autorité de l'Etat va se mesurer non pas simplement en nombre de policiers et gendarmes supplémentaires, mais au changement de droit, sans doute très profond, qu'il faut pour empêcher la venue de ces personnes à Mayotte* » a déclaré Darmanin, visant les populations encore plus démunies venues principalement des Comores et d'une partie de l'Afrique de l'Est ou de Madagascar pour lesquelles Mayotte, îlot de pauvreté dans un océan de misère apparaît comme la possibilité d'une vie un peu moins pire.

De surenchère en surenchère, fin du droit du sol, limogeage du préfet prononcé au dernier conseil des ministres, renforcement des forces de répression..., le gouvernement Macron-Darmanin emporté par sa démagogie qui fait écho à celle de l'extrême droite poursuit une tragique fuite en avant qui ne fait qu'aggraver le drame des populations.

Mayotte, produit de la politique coloniale de l'Etat français et de sa démagogie xénophobe

C'est l'Etat français qui a imposé la partition de l'archipel des Comores pour conserver sa mainmise sur Mayotte. En 1974, alors que 95 % des Comoriens votaient pour la fin de la domination coloniale, l'Etat français s'appuyait sur le vote contre de Mayotte à 65 % pour piétiner le droit international et s'approprier ce minuscule bout de l'archipel. C'était l'aboutissement de sa politique coloniale, créer et attiser les divisions entre les populations comoriennes, les dresser les unes contre les autres, en favorisant les élites de Mayotte et en leur laissant croire, comme à la population de l'île, qu'elles avaient tout intérêt à rester dans le giron de la France pour bénéficier d'un niveau de vie supérieur à leurs voisins de l'archipel. L'Etat français gardait ainsi sa mainmise sur la région, pour la défense de ses intérêts stratégiques dans le canal du Mozambique où transite 80 % du pétrole en provenance des pays du golfe. La Françafrique a continué son sale boulot, l'homme de main de la DGSE et des réseaux Foccart, le mercenaire français Bob Denard à la manœuvre pour imposer et défaire les dictateurs comoriens successifs, pour mener sa politique de pillage et de déstabilisation de la région au profit des grands groupes français en Afrique, dont Total.

Responsable de la misère et du maintien de la région dans le sous-développement, l'Etat français a imposé des frontières artificielles aberrantes à un même peuple, de même origine, qui parle la même langue et dont de nombreux liens relient les familles d'une île à l'autre, instrumentalisant leur misère commune et leur révolte pour dresser les uns contre les autres. Les étrangers à Mayotte ne sont pas les Comoriens.

L'instrumentalisation du piège des frontières et de la misère

L'Etat se moque du développement de Mayotte et du bien-être de ses habitants abandonnés à leur sort, privés des mêmes droits que la Métropole. Il y aurait largement les moyens de soulager la misère des 350 000 habitants de Mayotte, qu'ils aient ou pas la nationalité française, de répondre à leurs besoins d'emplois, de logements, d'hôpitaux et d'écoles et de faire en sorte que toutes et tous puissent avoir accès à l'eau. Mais l'Etat et sa politique coloniale de domination sur les peuples empêchent tout développement.

La moitié de la population survit avec moins de 160 euros par mois, 77 % d'entre elle vit en-dessous du seuil de pauvreté. Les services publics insuffisants manquent de tout, les hôpitaux, les écoles qui fonctionnent « *en rotation* » par manque de place et une crise de l'eau permanente faute d'investissements. Près de la moitié de la population vit entassée dans des bidonvilles, sans eau ni électricité.

La violence et la délinquance dont le gouvernement et les notables locaux rendent responsables les « *clandestins* » est le produit de cette misère et du désespoir de la jeunesse. « *Nous parlons de « fabrique de la délinquance » au sujet de ces mineurs isolés dont certains cherchent de quoi se nourrir dans les poubelles des établissements scolaires* » témoigne un enseignant.

La révolte de la population contre sa situation de « sous-France » est instrumentalisée par le gouvernement, la droite et l'extrême-droite qui cherchent à la retourner contre les immigrés comoriens, africains ou malgaches qui affluent sur l'île. Darmanin attise les tensions, les divisions par une politique de provocation et de répression qui s'exerce contre l'ensemble de la population pauvre. La violente opération Wuambushu en avril 2023 de destruction des bidonvilles et d'expulsion de migrants sans papiers s'est exercée contre tous les pauvres dont les logements de fortune ont été détruits avec la même violence.

Le gouvernement n'a de réponse que policière et répressive. Plutôt que répondre aux besoins sociaux, au manque et au délabrement des services publics et à la crise sanitaire, il n'a cessé de renforcer le dispositif policier avec de nouveaux escadrons de gendarmerie, des agents du RAID, des drones et « *l'affectation de deux cents à trois cents policiers et gendarmes dédiés à la sécurisation du transport scolaire chaque jour* », se félicite le préfet.

L'offensive réactionnaire contre la population de Mayotte nous vise aussi

L'offensive raciste et xénophobe de Darmanin contre le droit du sol à Mayotte participe de la même démagogie anti-immigrés que la loi immigration qui vise l'ensemble des travailleurs et des classes populaires du pays. Elle reprend le programme du RN dans la folle fuite en avant pour le leadership du futur parti d'extrême-droite, pour servir au pouvoir les classes dominantes et aggraver l'exploitation.

Droite et extrême-droite se sont empressées d'applaudir l'annonce de la fin du droit du sol à Mayotte, leur programme pour tout le pays. « *C'est un bon début, puisque ça fait vingt ans que nous [le RN] réclamons la suppression du droit du sol pour l'intégralité du pays* », a déclaré Bardella, tout comme Ciotti, « *Partout, sur le territoire national, nous devons supprimer le droit du sol !* ».

Marine Le Pen, qui a fait son plus gros score à Mayotte à la Présidentielle, (passé de 2,72 % en 2012 à 42,68 %), a dénoncé « *une population mahoraise totalement abandonnée* » face à une « *quasi-guerre civile* ». Elle a appelé le gouvernement à rétablir « *le retour de l'Etat dans toutes ses dimensions* » à Mayotte en y instaurant l'état d'urgence et la « *priorité nationale* », pour privilégier l'accès des Français à l'emploi, au logement et aux aides sociales. Sa fausse sollicitude envers les classes populaires n'est que la cynique reconnaissance de la cause sociale de la révolte des populations locales et immigrées de Ma-

yotte, à laquelle elle n'a elle-même pas d'autre réponse que la démagogie xénophobe.

Zemmour et Marion Maréchal ont repris l'épouvantail du « *grand remplacement* », Maréchal déclarant que ce que « *vit Mayotte aujourd'hui, c'est ce que vivra la métropole dans trente, quarante, cinquante ans si nous ne faisons rien* », à l'unisson du frère-ennemi Bardella : « *Ce qui est en train de se passer à Mayotte est à regarder avec grand intérêt, parce que c'est le futur de notre territoire* ».

L'extrême-droite nous menace de ses fantasmes de cerveaux malades afin d'essayer de dévoyer les mécontentements au nom de la défense des valeurs d'une France millénaire et... coloniale.

Cette démagogie comme celle de Macron-Darmanin ne vise qu'à entretenir les rivalités et les haines parmi les victimes de leur propre politique au service des classes exploiteuses, des riches et des gros actionnaires rentiers pour s'imposer comme seuls capables de rétablir l'ordre alors que c'est eux et leur politique qui engendrent et aggravent le chaos.

C'est bien avec cette politique qu'il faut se donner les moyens d'en finir en lui opposant l'unité militante des travailleurs par-delà les frontières, leur solidarité de classe, internationaliste.

Christine Héraud

L'absurde et folle concentration du capital ou les nouvelles technologies au service de l'exploitation et de l'appropriation de la plus-value mondialisée entre quelques mains

« *Du jamais vu à Wall Street* » titrait *Les Echos* le 2 février, « *la capitalisation de Meta [Facebook] bondit de 200 milliards en une journée* », soit une augmentation de plus de 20 % de sa valeur pour atteindre 12 000 milliards de dollars. Cette hausse inédite s'inscrit dans celle de l'ensemble des entreprises des GAFAM (Google-Apple-Facebook-Amazon-Microsoft) auxquelles se sont ajoutées les sociétés d'Elon Musk (Tesla, SpaceX, X...) et Nvidia, productrice de cartes vidéo. On est passé des GAFAM aux « *7 magnifiques* »...

Cette envolée boursière des dites « valeurs de la Tech » est portée par une année 2023 de profits records : Nvidia + 238,9 % ; Meta + 194,1 % ; Tesla + 101,7 % ; Amazon + 80,9 % ; Alphabet (Google) + 58,8 % ; Microsoft + 56,8 % ; Apple + 48,2 %. Elle s'accompagne, bien qu'à un moindre degré, de celles d'autres grandes multinationales. En témoigne entre autres la hausse du CAC 40 (+ 16,5 % sur l'année) dont les actionnaires se sont partagé 97 milliards d'euros sous forme de dividendes et de rachats d'actions, en hausse de 17 % par rapport à 2022.

Tandis que des fortunes totalement insensées s'accroissent, la dégradation du contexte économique international se poursuit, sans parler du contexte géopolitique, marqué par la montée du militarisme et de la guerre. La crise globale ne montre aucun signe de rémission, elle

s'aggrave au contraire. En France comme en Europe, la presse se fait l'écho de la dégradation du contexte économique, de la baisse de la consommation, de l'augmentation du nombre de faillites, des menaces sur l'emploi qui en découlent, alors que les gouvernements poursuivent leur offensive antisociale. Le rapport d'Oxfam publié à l'occasion du dernier sommet de Davos donnait une image terrible de la dégradation, à l'échelle mondiale, des conditions de vie de centaines de millions d'êtres humains, dénonçait la scandaleuse accentuation des inégalités sociales, en désignait les responsables, l'oligarchie financière qui impose son diktat à l'économie mondiale...

Cela révèle au grand jour comme jamais l'existence de deux mondes parallèles dont les destinées sociales s'écartent à grande vitesse. Deux classes sociales de dimension internationale, aux intérêts diamétralement opposés, inconciliables. Le petit monde des ultra riches, patrons et grands actionnaires des holdings financières qui dirigent l'économie mondiale, se nourrit de l'exploitation sans borne de l'immense majorité, les prolétaires du monde entier. Il les condamne à l'appauvrissement tout en détruisant le milieu naturel. Il met au seul service de ses profits immédiats les technologies les plus avancées, produit social du travail humain. Technologies qui, accaparées par ces parasites, ne peuvent que précipiter la déroute.

Il n'y a aucune fatalité dans cette marche à la catastrophe. L'évolution même de la situation montre la voie, posant comme une question de survie du plus grand nombre l'urgente nécessité, pour les prolétaires du monde entier, de prendre leur sort en main, prendre le contrôle de la marche de la société.

Les faux semblants du boom boursier

L'euphorie médiatique qui accompagne le boom boursier de ces dernières semaines voudrait y voir l'espoir d'une reprise économique. Comme si le succès mirobolant des « valeurs de la Tech » présupposait une amélioration de la santé de l'économie mondiale alors que l'ensemble des prévisions et statistiques démontrent le contraire...

Le mouvement des capitalisations boursières n'est pas directement corrélé à la santé réelle des entreprises. Certes, l'annonce de résultats records ou d'un plan de licenciements propice à l'augmentation des profits attire les traders et les boursicoteurs, poussant la valeur des actions à la hausse. Mais ces jeux de la spéculation boursière ne cessent de creuser l'écart entre la capitalisation boursière et le capital réellement investi dans une entreprise, générant une bulle spéculative qui, au gré de « l'humeur des marchés », peut générer des fortunes ou se transformer en krach, effaçant en quelques instants des dizaines de milliards... voire précipitant tout le secteur dans une nouvelle « crise internet », comme en 1999-2000 mais en bien pire.

Les profits exceptionnels réalisés par Meta sont bien sûr un des facteurs à l'origine de la hausse de 20 % de la valeur de ses actions. Mais le véritable argument qui a fait se précipiter les spéculateurs sur le titre est bien plus à chercher du côté de l'annonce de Zuckerberg, les 50 milliards de dollars de rachats d'actions et le versement de dividendes pour la première fois de ses 20 ans d'existence promis aux actionnaires.

A cela s'ajoute un autre facteur, le fol engouement pour l'intelligence artificielle générative qui a suivi la mise en service, fin 2022, de ChatGPT par une filiale de Microsoft, Open AI. C'est comme si un vent s'était levé, poussant les capitaux à s'investir dans la « Tech », surtout à spéculer sur les actions du secteur. Un vent portant aussi l'espoir que l'IA puisse aussi profiter à tous les secteurs de l'économie, voire constituer les bases d'une « révolution numérique » qui se fait attendre depuis des décennies.

Derrière les « résultats » des « 7 magnifiques » ...

Un des facteurs de ces profits sans précédents est dû, comme l'a écrit la presse économique, à ce que les multinationales des Nouvelles technologies ont « *assaini leur structure* », comprendre « licencié massivement », avec plus de 450 000 suppressions d'emploi en deux ans !

Le reste dépend des spécificités de chacune. Facebook et Google font leur chiffre d'affaires en vendant des espaces publicitaires et des données, les « big-datas » générés par leurs utilisateurs au gré des posts, des recherches, du

moindre clic. Meta a en particulier bénéficié de nouvelles publicités, dont celles de concurrents chinois d'Amazon comme Temu. Cet afflux de publicité, s'il gonfle le résultat de Meta et dans une moindre mesure celui de Google, est aussi l'expression de l'exacerbation de la concurrence dans une économie mondiale en stagnation. Une partie de plus en plus grande de la plus-value extorquée aux travailleurs à l'échelle mondiale est gaspillée dans l'affrontement entre capitalistes pour arracher des parts de marchés.

Amazon, elle, est la principale gagnante de la concentration du secteur de l'e-commerce. Dernier maillon de chaînes d'approvisionnement, en contact permanent avec sa clientèle, Amazon prélève sa dîme sur toutes les transactions, imposant ses contraintes aux travailleurs qu'elle exploite directement comme à ses fournisseurs et sous-traitants, dont les livreurs, suivis par GPS au fil de leurs livraisons. Les nouvelles technologies sont mises au service du client pour faciliter ses achats, anticiper ses besoins. Elles exercent en même temps la pire des dictatures sur les travailleurs à seule fin de rentabilité, de diminution des faux frais, des temps morts, pour accaparer la plus grosse part possible de la plus-value extraite du travail des millions d'exploités qui jalonnent la toile d'araignée sur laquelle elle règne.

Apple comme Microsoft produisent des biens tangibles. Apple produit des ordinateurs, tablettes, téléphones mobiles, développe ses propres logiciels et services, cloud, etc. Microsoft a basé sa fortune sur la production de logiciels qui ont une énorme diffusion, lui assurant une position de quasi-monopole en particulier dans le secteur de la bureautique, ce qui lui garantit des marges plus que confortables. Elle vend également des services, cloud et autres. Elle a aussi bénéficié du « coup de pub » de la mise en circulation de ChatGPT par sa filiale OpenAI, déclenchant aussitôt la riposte de ses concurrents immédiats.

La prolifération des applications d'IA qui en a résulté a propulsé un autre larron des nouvelles technologies sur le devant de la scène, Nvidia, spécialisé dans la production des cartes vidéo équipant les ordinateurs. Ces cartes sont en elles-mêmes des ordinateurs qui mettent en forme et transmettent à vitesse extrêmement rapide les données générant les images s'affichant sur les écrans d'ordinateur. Détournées de cette fonction, elles sont à la base des machines utilisées pour l'apprentissage de l'IA qui exige le traitement de quantités énormes de données. Nvidia a ainsi vu s'ouvrir un énorme marché, et avec lui l'envol de ses résultats...

Sam Altman, patron d'OpenAI dont les équipes ont créé ChatGPT, compte bien lui aussi profiter du vent de l'IA pour tenter de se placer en orbite haute dans le petit monde des géants de la Tech. Il vient de lancer un appel à des investisseurs pour un projet de 7000 milliards de dollars indispensable, selon lui, à permettre à l'IA générative de prendre son véritable essor. Son projet porte sur la création d'usines à puces spécifiques, ainsi que les infrastructures nécessaires, méga serveurs et surtout capacités

de production des quantités gigantesques d'électricité nécessaires.

Sa mégalomanie rejoint celle d'Elon Musk, l'homme qui veut coloniser la planète Mars et qui, tout à son délire transhumaniste, vient d'implanter une puce dans le cerveau d'un humain (volontaire...). Ils sont autant d'incarnations de la folie du système.

La « vague » de l'IA générative, une perspective de croissance économique ?

« *Quel métier, quelle industrie ne sera pas affectée par la vague de l'intelligence artificielle ? Aucun, répond le patron d'Alphabet [Sundar Pichai, PDG de Google] qui y voit une technologie de rupture aussi forte que l'invention de l'électricité et un formidable accélérateur de progrès et de recherche* » écrivait *Les Echos*.

Il est vrai que l'IA générative apporte d'incontestables progrès dans divers domaines, comme la recherche où elle permet de gagner un temps considérable dans l'analyse de données ou la consultation de ressources. Mais en attendant que son influence se fasse réellement sentir dans d'autres secteurs, on voit surtout se développer une vaste opération de marketing en direction de multiples cibles, de l'étudiant à qui sont promis, moyennant finance, des méthodes de formation plus efficaces et personnalisées, aux entreprises à qui sont promis d'alléchant gains de productivité si elles achètent le logiciel d'IA qui va bien...

Cette prolifération d'annonces peut certainement permettre à ceux qui sont à leur initiative de faire quelques affaires. Des entreprises peuvent « gagner en productivité » en licenciant une partie de leur personnel dans les services où peut s'appliquer l'IA : comptabilité, gestion des ressources documentaires, services de R&D, etc.

Par contre, on voit mal comment l'intelligence artificielle pourrait apporter des gains de productivité dans les phases de production proprement dites, là où se crée réellement la valeur ajoutée, et donc le profit. L'introduction de la robotique et de l'automatisation a montré depuis bien longtemps son incapacité à s'opposer à la baisse chronique des taux de productivité du travail, une des causes principales de la dégradation globale de l'économie mondiale. Contrairement à ce que prétendent ses zéloteurs, l'IA générative ne porte en elle aucune perspective de relance d'une économie capitaliste devenue sénile, aucune perspective de nouvelle révolution industrielle à l'instar de celle portée par « *l'invention de l'électricité* ».

Par contre, elle a ouvert des perspectives à la banque JP Morgan, qui vient de lancer le projet d'une IA capable de décoder les discours sibyllins des patrons des banques centrales afin de permettre à ses clients « investisseurs » d'optimiser leurs placements en anticipant les mouvements de la politique monétaire...

Les géants des nouvelles technologies investissent des milliards dans une surenchère absurde sans autre but que de ne pas se laisser distancer par leurs congénères au risque, sinon, de voir leurs actionnaires changer de boutique. Les « stratèges » qui les dirigent n'ont pas le

moindre souci de l'utilité sociale réelle des produits qu'ils développent, tout comme ils sont indifférents aux conséquences de leurs politiques sur le cours de la crise globale, aggravation des inégalités sociales, risques de krachs financiers, de destruction des équilibres écologiques, de récession économique et de son corollaire, l'exacerbation de la concurrence qui conduit à la guerre.

Entre les mains des « 7 magnifiques », le « *formidable facteur de progrès* » que le patron de Google voit dans le développement de l'IA se transforme en son contraire.

Instaurer « un nouvel ordre social et économique »

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine insistait, face au stade de putréfaction auquel était arrivé le capitalisme, sur la nécessité et la possibilité d'instaurer « *un nouvel ordre social et économique* ». L'histoire en a décidé autrement. Une multitude de facteurs ont fait que la révolution commencée en 1917 en Russie n'a pas pu se développer dans le reste de l'Europe, en particulier en Allemagne. La période de l'entre-deux guerres a été le terrain d'un puissant affrontement de classe qui se termina par la défaite du prolétariat et la guerre. Trotsky espérait qu'une nouvelle révolution sociale naîtrait de la 2^{ème} guerre mondiale. La vague révolutionnaire qui l'a suivie a pris la forme des révolutions coloniales dirigées par la petite bourgeoisie nationaliste sans que le prolétariat, désarmé par le stalinisme, soit en mesure d'en prendre la tête au nom du socialisme. L'intégration de ces nouveaux états capitalistes au marché mondial a donné au capitalisme un nouveau souffle à travers la mondialisation financière

Cette phase de développement a aujourd'hui épuisé ses possibilités, mettant de nouveau à l'ordre du jour l'instauration d'« *un nouvel ordre social et économique* ». Dans cette perspective, la prise en compte des évolutions du capitalisme éclaire sur les causes des échecs du passé, comme sur les perspectives de réussites à venir, les nouvelles possibilités objectives et subjectives portées par la période.

Les nouvelles technologies sont aujourd'hui des moyens mis au service de l'appropriation du profit par une toute petite minorité. Leur développement, l'immensité des moyens mis en œuvre, les progrès scientifiques et technologiques qu'elles supposent, ont contribué à faire, à travers la mondialisation de l'appareil de production et d'échange, émerger une nouvelle classe ouvrière mondiale, un degré de socialisation inimaginable, les moyens de la coopération des travailleurs du monde entier. Cela renvoie la propriété privée au musée de la préhistoire, pose la question de l'urgence du socialisme.

Le fossé qui se creuse entre les classes sociales agit sur les consciences, montre la voie, posant comme une question de survie du plus grand nombre l'urgente nécessité d'en finir avec cette course folle à la catastrophe. Il est inacceptable que les progrès scientifiques et technologiques que constituent, entre autres, les nouvelles technologies

ne puissent servir au plus grand nombre. Mis au service de la collectivité, ils constitueront de puissants moyens permettant de gérer les conditions d'existence de l'humanité dans son ensemble, de façon scientifique et démo-

cratique. Cela suffit à condamner l'ordre ancien à céder la place.

Daniel Minvielle